



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFETE D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 6 septembre 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à**

Madame la Préfète d'Eure-et-Loir – BPE

**Pour présentation au
Conseil départemental de l'environnement
et des risques sanitaires et technologiques**

INSTALLATIONS CLASSÉES

POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Demande d'autorisation d'exploiter en régularisation administrative
une installation de transit, regroupement ou tri
et de traitement de déchets**

Société VALRECY

N° ICPE 100.00411

Commune de Bonneval

Par lettre du 4 juin 2015, Monsieur Jean-Philippe SEPCHAT, agissant en qualité de Président de la Société SEPCHAT 28 appartenant au groupe SLG RECYCLING, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de transit, regroupement ou tri et de traitement de déchet dans la ZI Saint Gilles, 18 rue de la Croix Bourgot à Bonneval dans le cadre de la régularisation administrative de ses activités.

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été reçu le 26 juin 2015 complété le 14 juin 2016 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 24 octobre 2016.

Par courrier du 12 décembre 2016, SLG RECYCLING a déclaré un changement d'exploitant par transmission universelle de patrimoine de la société SEPCHAT 28 au profit de la société VALRECY, dont le siège social est situé 119, avenue du Général Michel Bizot à Paris(75) et a indiqué que ce changement d'exploitant ne remettait pas en cause la demande d'autorisation préfectorale d'exploiter en instruction.

1 OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les installations sollicitées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées à l'article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint.

1.2 Description de l'établissement et historique administratif

Le site est implanté dans la zone industrielle de la Maladrerie à 1,5 km au nord du centre-ville de Bonneval sur un terrain d'une superficie totale d'environ 5,9 ha dont environ 3,5 ha sont exploités. La société est bordée à l'ouest par la voie ferrée Paris-Tours ; au nord par une société de découpe et de soudure au laser ainsi qu'une blanchisserie industrielle ; à l'est, par la rue Saint-Gilles et au sud par une société de travaux publics et par des habitations localisées entre 50 et 100 mètres des limites de propriété.

En 1991, l'activité principale du site était l'exploitation d'un chantier de récupération de déchets de métaux et d'une station de transit de déchets industriels sur le territoire de la commune de Bonneval. Le site soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement a évolué depuis tant par les activités réalisées que par la configuration des installations.

Depuis 2006, le site de Bonneval bénéficie d'un agrément préfectoral pour l'activité de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

La société pétitionnaire VALRECY fait partie du groupe DERICHEBOURG,

1.3 Présentation de la demande

Les déchets réceptionnés sur le site sont des déchets inertes, des déchets non dangereux tels que les métaux, les câbles électriques, le papier/carton, les plastiques, les pneumatiques usagés, les déchets d'éléments d'ameublement (DEA), les déchets verts, et des déchets dangereux tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ne contenant pas de fluides frigorigènes, les véhicules hors d'usage (VHU), les batteries et les déchets d'amiante liée.

Les activités actuelles consistent à réceptionner les apports de déchets, à les trier et les regrouper par nature avant expédition vers des installations de valorisation ou d'élimination après traitement éventuel sur site par cisailage ou découpage au chalumeau des métaux et par broyage du bois avant transport.

Les câbles électriques sont broyés sur site et les constituants des câbles, plastiques et métaux sont séparés pour en faciliter la valorisation. Les câbles électriques peuvent provenir des autres installations du groupe.

Les autres déchets proviennent majoritairement d'Eure-et-Loir et des départements limitrophes.

1.4 Cadre administratif de la demande

La régularisation administrative porte sur les nouvelles activités de tri de déchets industriels banals, de réception de déchets d'amiante lié, de broyage de bois et plus généralement d'une augmentation du tonnage de déchets reçu sur le site. Le pétitionnaire a porté à la connaissance du préfet les modifications notables apportées au fonctionnement du site conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement.

Les modifications jugées substantielles ont conduit la société à déposer un dossier de demande d'autorisation conformément aux articles R. 512-2 à R. 512-9 du Code de l'Environnement.

1.5 Maîtrise d'urbanisation

Le site est traversé par une canalisation de transport d'hydrocarbures qui fait l'objet de servitudes d'utilité publique instituées par arrêté préfectoral du 5 octobre 2016 prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

L'étude de dangers démontre par modélisation que les flux thermiques des scénarii retenus en cas d'incendie restent confinés dans les limites de propriété du site.

2 PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 13 décembre 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale conclut que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression, réduction ou compensation des incidences du projet sur l'environnement, sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

L'autorité environnementale recommande par ailleurs de vérifier la compatibilité du projet et des mesures prévues avec le nouveau SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 et de réaliser une analyse du comportement et de la toxicité des fumées en cas d'incendie ainsi qu'une analyse de la visibilité au niveau de la voie ferrée et de la RN10.

Par courrier du 29 mai 2016, le pétitionnaire a transmis un tableau d'analyse démontrant la compatibilité de son projet aux douze orientations principales du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 et a précisé qu'il n'a pas estimé nécessaire de réaliser une modélisation de la dispersion atmosphérique des fumées en cas d'incendie et de la RN10 compte tenu de l'orientation éloignée de la voie ferrée et de la RN10 des vents à dominante sud-ouest.

2.2 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du vendredi 3 février au lundi 6 mars 2017 en mairie de Bonneval.

Les communes de Pré-Saint-Evroult, Alluyes et Montboissier s'inscrivent dans le périmètre d'affichage de l'avis au public.

Aucune observation n'a été émise sur le registre d'enquête.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport du 25 août 2016, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur la demande de régularisation administrative des conditions d'exploitation de l'installation de transit, regroupement ou tri et de traitement de déchets présentée par la société VALREC Y à Bonneval.

2.4 Avis des conseils municipaux

Par délibération du 14 mars 2017 le conseil municipal de la commune de Pré-Saint-Evroult a émis un avis favorable au projet.

L'article R. 512-20 du Code de l'environnement dispose que : « Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête. »

L'inspection des installations classées ne dispose pas des avis des conseils municipaux de Bonneval, Alluyes et Montboissier.

2.5 Avis des services et organismes consultés

2.5.1 Avis de l'Agence Régionale de Santé

Par courrier du 15 novembre 2016, l'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable à la demande présentée par la société VALRECY à Bonneval.

2.5.2 Autres services informés

Les services de la DIRECCTE et du SDIS informés par le Préfet n'ont pas émis d'observations au projet de demande d'autorisation d'exploiter en régularisation administrative du site VALRECY à Bonneval.

3 MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement sont principalement les impacts sur l'eau et les sols, les impacts liés aux nuisances sonores, les impacts liés à la gestion des déchets, les impacts liés aux conditions de remise en état du site après cessation d'activité et les impacts liés aux risques accidentels.

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1 Impact sur l'eau et les sols

L'alimentation en eau du site est assurée par le réseau communal d'alimentation en eau potable de la commune de Bonneval. L'eau est utilisée principalement pour les besoins sanitaires du site et ponctuellement pour le nettoyage des équipements.

Un dispositif de disconnexion du réseau public d'alimentation en eau potable est prescrit à l'article 4.1.3.1 de l'arrêté préfectoral.

Les eaux usées domestiques sont rejetées dans le réseau d'assainissement de la collectivité, puis traitées dans la station d'épuration de Bonneval.

Les eaux pluviales de toiture, les eaux de ruissellement et les eaux de nettoyage des équipements sont collectées dans le réseau interne d'eau pluviales du site puis dirigées vers un bassin de collecte et traitées dans séparateur d'hydrocarbures. Ces eaux traitées rejoignent le réseau communal de collecte des eaux pluviales avant rejet dans le Loir.

Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées par le même réseau interne d'eau pluviales du site puis confinées dans le bassin de collecte des eaux pluviales dimensionné à cet effet prescrit à l'article 7.7.6.1 de l'arrêté préfectoral.

Le présent arrêté prévoit des valeurs limites d'émission en concentration des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (cf. article 4.3.10) ainsi qu'un programme d'auto-surveillance de ces mêmes eaux (cf. article 9.2.2).

Au regard des rejets et des traitements mis en place, l'impact du projet sur l'eau apparaît maîtrisé.

3.1.2 Impact lié aux nuisances sonores

L'impact sonore des installations sur le voisinage est limitée compte tenu de son implantation dans la zone industrielle Saint Gilles. Les principales sources de bruit provenant de l'établissement sont le fonctionnement du broyeur mobile de bois, de la cisaille à métaux, de l'unité de broyage de câbles électriques, des engins et de la manipulation des déchets lors des opérations de déchargement/chargement des bennes ainsi que la circulation des camions.

L'étude des niveaux sonores et des émergences a démontré le respect des seuils applicables à l'établissement.

Le présent arrêté prévoit des valeurs limites d'émergence (cf. article 6.2.2), des niveaux de bruit limités à 70 dB(A) en période diurne (cf. article 6.2.3). Un programme d'auto-surveillance des émissions sonores est prescrit dans le projet d'arrêté (cf. article 9.2.4).

3.1.3 Gestion des déchets

Les déchets réceptionnés sur le site sont des déchets inertes, des déchets non dangereux tels que les métaux, les câbles électriques, le papier/carton, les plastiques, les pneumatiques usagés, les déchets d'éléments d'ameublement (DEA), les déchets verts, et des déchets dangereux tels que les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ne contenant pas de fluides frigorigènes, les véhicules hors d'usage (VHU), les batteries et les déchets d'amiante liée. Ces déchets seront éliminés après traitement éventuel selon les filières adaptées.

La gestion de ces déchets est réglementée dans le projet d'arrêté préfectoral (cf. chapitre 5.1).

3.1.4 Conditions de remise en état

Conformément aux articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement, la remise en état du site prévoit :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- le démontage et le retrait des matériels et engins spécifiques à l'activité du site ;
- la vidange et le nettoyage (curage) du bassin de collecte des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction d'incendie et du séparateur d'hydrocarbures ;
- une étude de pollution des sols et sous-sols, et une éventuelle dépollution.

Le site est soumis aux garanties financières du fait que l'installation est soumise à autorisation sous les rubriques 2790 et 2711 de la nomenclature des installations classées. Toutefois, conformément au décret n° 2015-1250 du 7 octobre 2015, le montant calculé des garanties financières étant inférieur à 100 000 euros, la société VALRECY est exemptée de l'obligation de constitution de garanties financières pour ce site.

3.1.5 Risques accidentels

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que le principal risque lié aux activités du site est l'incendie.

Plusieurs mesures sont prévues pour prévenir ces risques :

- des dispositions constructives appropriées ;
- des moyens de lutte contre l'incendie appropriés : extincteurs, poteaux d'incendie, robinets d'incendie armés, une réserve incendie de 240 m³ ;
- les travaux par points chauds seront réalisables sous délivrance d'un permis de feu ;
- l'établissement est clôturé, l'accès est réglementé ;
- l'acheminement des eaux d'extinction d'incendie vers un bassin de collecte correctement dimensionné. Ce bassin, existant, est isolé (vanne manuelle de barrage) du réseau communal d'eaux pluviales afin d'éviter tout rejet au milieu naturel d'eaux susceptibles d'être polluées.

Compte tenu des mesures mises en place et des prescriptions prises dans le projet d'arrêté préfectoral (cf. Chapitre 7.6), les risques peuvent être considérés comme maîtrisés.

4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à la régularisation de l'installation de transit, regroupement ou tri et de traitement de déchets présentent les mesures nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Au regard des mesures prises ou prévues, de l'absence d'impact et de danger important non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter en régularisation administrative présentée par la société VALRECY.

5 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète d'Eure-et-Loir d'autoriser la société VALRECY à exploiter son installation de transit, regroupement ou tri et de traitement de déchets sur le territoire de la commune de Bonneval, 18 rue de la Croix Bourgot – Zone Industrielle Saint Gilles, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.